

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/L-Europe-a-la-recherche-de-sa>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°21 > **L'Europe à la recherche de sa politique énergétique**

1er avril 2003

L'Europe à la recherche de sa politique énergétique

La nouvelle, advenue dans la rumeur des canons, n'a pas fait autant de bruit que le choix effectué par l'Allemagne, en 2000, de sortir du nucléaire. Mais le 24 février, en annonçant la nouvelle politique énergétique du Royaume-Uni, axée sur la question climatique et définissant des voies originales, Tony Blair a confirmé le tournant majeur que prend l'Europe.

Après que la Belgique, par un dernier vote du Sénat, ait entériné, le 16 janvier, la sortie du nucléaire d'ici à 2025, il est clair qu'un chemin européen de l'énergie se dessine : il diverge de l'option suivie par Washington et s'écarte de l'énergie nucléaire.

Pas de paix durable tant qu'existeront une injustice et une pauvreté flagrantes

Dans son discours devant la Chambre des communes, le premier ministre anglais a nettement posé l'importance des questions énergétiques en référence à la situation internationale. Soulignant la « polarité » Nord-Sud, il a affirmé : « il n'y aura pas de paix durable tant qu'existeront une injustice et une pauvreté flagrantes, pas de vraie sécurité si la planète est ravagée par le changement climatique ». Cette partie du discours aurait pu être prononcée par M. Schröder ou par M. Chirac. Celui-ci, lors du Sommet des Nations unies pour le développement durable en septembre dernier, avait eu de fortes paroles sur l'impossibilité de généraliser le mode de vie occidental à l'ensemble de la planète.

Il y a sur cette question une divergence majeure d'analyse entre l'Europe et les Etats-Unis. Les dirigeants américains visent à maintenir une croissance énergétique soutenue, ce qui se traduit par la politique étrangère que l'on connaît. Au contraire, la diplomatie européenne est active et unie sur les questions du changement climatique et du développement durable : ici, l'Union européenne établit depuis quelques années une alliance avec les pays du Sud, isolant, de leur fait, les Etats-Unis.

Cette démarche ne se traduit pas seulement par un geste diplomatique, mais par des choix énergétiques que l'Allemagne, puis la Belgique et maintenant le Royaume-Uni marquent avec force. Le discours de M. Blair s'appuie sur un Livre blanc dont la lecture sera particulièrement instructive

pour le public français (*). Intitulé « Notre futur énergétique », le document du gouvernement anglais affirme que le premier défi de la politique énergétique est environnemental, avec la menace du changement climatique. Le deuxième problème majeur du Royaume-Uni est que, du fait de l'épuisement de ses ressources pétrolières et gazières, il va devenir importateur d'énergie.

Face à ces deux questions, le texte fixe trois buts : la réduction en 2050 de 60 % des émissions de gaz carbonique (le principal gaz à effet de serre), la sécurité énergétique, le maintien de marchés compétitifs, garantie d'un juste prix de l'énergie. Plus intéressants encore sont les moyens par lesquels le gouvernement de M. Blair veut atteindre ces objectifs : en donnant la priorité aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. Soulignant que le découplage entre consommation énergétique et croissance économique est bien engagé, les experts estiment possible d'aller beaucoup plus loin dans ce sens. Ils jugent aussi que, loin d'être une contrainte, le développement des énergies nouvelles et de l'efficacité énergétique renforcera l'industrie britannique, en augmentant sa compétitivité et en la plaçant au meilleur rang de ces technologies nouvelles. Le nucléaire ne rentre pas dans ce dessein : certes, il n'émet pas de gaz à effet de serre. « Cependant, ses performances économiques actuelles n'en font pas une option attractive, et l'important problème des déchets nucléaires doit être résolu. » Le ministre de l'énergie, Brian Wilson, a explicité le message : « Si l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique peuvent prouver dans les cinq ans leurs qualités, il n'y aura pas besoin de nouvelle centrale nucléaire. C'est clairement ce qui est dit »

(The Independent, 25 février 2003).

Débat mal engagé en France

L'inventaire des solutions auquel procède le Livre blanc montre à quel point l'avenir énergétique, s'il n'est pas simple, est technologiquement ouvert : éolien, solaire, biomasse, cogénération, mais aussi éolien offshore, énergie des vagues et des marées, sont opérationnels ou prometteurs. Des technologies propres devraient aussi permettre de brûler le charbon de façon moins polluante. Pour ce qui est de l'efficacité énergétique, le document affirme qu'un effort majeur sera fait sur les nouvelles normes de construction de l'habitat, tandis que les matériels électroménagers ou les ordinateurs devraient aussi voir leurs performances énergétiques s'améliorer. Du côté du transport, les experts prévoient le développement des voitures hybrides et les carburants à base végétale.

Le Livre blanc n'est pas exempt de critiques, notamment dans son traitement trop rapide de la question des transports. Mais l'essentiel est bien dans la direction politique prise par le gouvernement de M. Blair. S'il faut l'inscrire dans le contexte anglais notamment d'une situation proche de la faillite du système de production d'électricité nucléaire, sa cohérence avec les choix faits par l'Allemagne et la Belgique dessine la politique européenne de l'énergie. Son analyse devrait être menée très attentivement par les responsables français, alors que le gouvernement a lancé un débat national sur l'énergie (www.debat-energie.gouv.fr).

Ce débat semble mal engagé : le gouvernement et de nombreux députés ont lourdement laissé entendre qu'il s'agissait de « consacrer une place reconnue pour l'énergie nucléaire », selon la formule de M. Raffarin lors de sa déclaration de politique générale en juillet 2002. Et outre cette affirmation de la conclusion avant toute discussion, un lobby fait pression pour que le débat serve à légitimer l'engagement d'un nouveau type de réacteur nucléaire, dit EPR (european pressurized reactor). La crédibilité de l'actuelle majorité aussi bien que sa capacité à comprendre le monde sont ici engagées : ce débat n'aurait pas de sens s'il ne s'interrogeait pas sur l'isolement de la France sur la scène énergétique européenne, s'il ne comparait pas l'intérêt pour l'économie française de consacrer les 2 à 3 milliards d'euros que coûterait l'EPR à une politique déterminée de recherche sur les énergies renouvelables et sur l'efficacité énergétique, si, enfin, il ne se posait pas, au moins à titre d'exercice intellectuel, la question de la sortie du nucléaire. Il est légitime de penser que les gouvernements de MM. Schröder, Verhofstadt et Blair se trompent. Il est nécessaire d'examiner

l'hypothèse qu'ils ont raison.

Petit mémento énergétique

Éléments pour un débat sur l'énergie en France

L'association Global Chance dont une des vocations est de mettre l'expertise scientifique de ses membres à la disposition du débat public, a décidé de participer à ces divers débats en mettant à disposition des citoyens certains des éléments factuels et pédagogiques qui manquent la plupart du temps aux non-spécialistes.

Le domaine de l'énergie est longtemps resté et reste encore largement le domaine réservé d'un très petit nombre d'experts, souvent liés à des lobbies industriels puissants, et d'une administration peu encline à partager son savoir et jalouse de ses prérogatives.

Les concepts utilisés, les unités, le vocabulaire et le formalisme employés, contribuent à rendre opaques et incompréhensibles les enjeux et les options du débat. Le citoyen se trouve dans l'incapacité de juger de la pertinence des solutions proposées (ou imposées). La démocratie participative, « l'ouverture transparente et pluraliste », commencent par une information factuelle compréhensible et accessible aux non-spécialistes.

L'association Global Chance met à la disposition du public une vingtaine de fiches, courtes, factuelles sur des sujets où les discours contradictoires s'appuient sur les chiffres les plus fantaisistes, où les amalgames et les contrevérités foisonnent, où l'omission et la manipulation sont fréquentes. Les sujets abordés sont ceux qui font l'objet des discours les plus contradictoires ou les plus fantaisistes, ou ceux qui n'ont pas droit de cité dans le débat tant ils semblent des faits acquis.

Les fiches s'appuient sur des références accessibles au public. Elles sont conçues pour être lues de façon autonome. Elles sont néanmoins regroupées en 5 chapitres principaux :

- les chiffres sur l'énergie (comptabilité énergétique, bilan de l'électricité et place des sources d'énergie, la dépendance énergétique),
- la prospective (projections énergétiques mondiales et françaises, besoins de nouvelles centrales en France, l'hydrogène, les piles à combustible),
- la maîtrise de l'énergie (dans l'habitat et le tertiaire, dans les transports, de la demande d'électricité, les énergies renouvelables),
- le nucléaire (l'économie prospective de la filière nucléaire, le retraitement et le MOX, l'EPR),
- l'effet de serre (l'accord de Kyoto, l'électricité primaire et l'effet de serre dans le monde, les combustibles fossiles et l'effet de serre, les émissions de CO₂ du système énergétique français).

Ce petit mémento énergétique sous forme de fiches est un outil remarquable. Il est disponible contre un chèque de 10 euros (port compris) en écrivant au Réseau « Sortir du nucléaire » 9, rue Dumenge 69317 Lyon cedex 04.

Hervé Kempf

(*) www.dti.gov.uk/energy/whitepaper